



doc.VEILLE

Bulletin webographique

Novembre, 2010

Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.

Rapport de l'Unesco sur la Science 2010

Unesco

Paris : Unesco, 2010

Source : Unesco,

<http://www.unesco.org/new/fr/natural-sciences/science-technology/prospective-studies/unesco-science-report/unesco-science-report-2010/>

Tags : Société | Science | Technologies | Recherche | R&D

Le présent rapport, élaboré par des experts internationaux de l'UNESCO, fournit un état des lieux sur les tendances mondiales en matière de sciences et technologies. Il met en exergue la montée en puissance des pays émergents dans ces domaines comme en témoigne la part de l'Asie (Chine, Inde et Corée du Sud) dans les dépenses intérieures brutes consacrées à la recherche et développement (R&D) dans le monde qui est passée de 27% à 32% entre 2002 et 2007 au moment où la part de l'Union européenne, des Etats-Unis et du Japon est en régression.

En termes de nombre de chercheurs dans le monde, les pays en développement représentent une part de 38% du total en 2007, contre 30% en 2002. Environ les deux-tiers de cette augmentation sont à l'actif de la Chine

Les pays développés enregistrent également un recul en matière de publications scientifiques (75% en 2008 contre 84% en 2002) alors que la part de la Chine a plus que doublé pendant la même période. Cependant, l'unique domaine dans lequel les Etats-Unis, le Japon et les pays européens sont toujours prédominants est celui des brevets, ce qui met en exergue les inégalités dans la création de savoir au niveau mondial.

Toutefois, même si les pays en développement forment davantage de chercheurs et de scientifiques, ces derniers ont souvent des difficultés à intégrer le marché de l'emploi dans leurs pays d'origine. Ceci contribue à la migration des diplômés, accentuant ainsi la fuite des cerveaux. Ce phénomène touche particulièrement l'Inde, la Turquie et certains pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud. En 2009, environ un tiers des chercheurs africains sont en activité hors de leur pays d'origine.

Sur un autre registre, le rapport estime que la crise financière mondiale de 2008 aurait impacté les budgets alloués à la R&D. D'ailleurs, plusieurs entreprises américaines ont dû opérer des réductions dans leurs budgets de R&D de 5 à 25% en 2009, ce qui a permis à des pays comme le Brésil, la

Chine et l'Inde de rattraper leur retard.

Le rapport conclut que la diplomatie scientifique serait appelée à prendre le relais de la diplomatie internationale dans les prochaines années. Cette dimension scientifique de la diplomatie constitue une préoccupation essentielle de l'UNESCO qui a le devoir de promouvoir les partenariats internationaux et la coopération, notamment Sud-Sud.



Etat de la migration dans le monde 2010 : l'avenir des migrations, renforcer les capacités face aux changements

Organisation Internationale pour les Migrations

Genève: OIM, 2010- 295 p.

Source : OIM

http://publications.iom.int/bookstore/free/WMR_2010_FRENCH.pdf

Tags : Société | Migration internationale

Ce rapport traite de l'avenir des migrations internationales et des capacités nécessaires dont auront besoin les gouvernements, les organisations régionales et internationales, la société civile et le secteur privé pour planifier les mouvements migratoires et s'y adapter de manière efficace et durable.

Selon les prévisions de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le nombre de migrants internationaux pourrait passer de 214 millions en 2010 à 405 millions à l'horizon 2050, sous l'effet de disparités démographiques croissantes, du décalage entre l'offre et la demande de travail à l'échelle mondiale ainsi que des effets des changements environnementaux.

D'après l'OIM, les domaines qui subiraient les mutations les plus profondes qui caractériseraient les années à venir sont : la mobilité de la main d'œuvre, la migration irrégulière, l'intégration, les changements environnementaux ainsi que la gouvernance des migrations.

Le rapport souligne, par ailleurs, l'apparition de nouveaux schémas de migration notamment dans les économies émergentes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique

latine, qui attirent des migrants en quête de travail. Ce phénomène témoigne d'un accroissement graduel des mouvements de personnes Sud-Sud et met en relief la nécessité, pour ces pays, d'investir dans des politiques de gestion des migrations.

Il note également l'émergence de schémas de migration irrégulière qui impliquent un nombre de plus en plus croissant de mineurs non accompagnés, de demandeurs d'asile, de victimes de violences ainsi que de réfugiés des effets du changement climatique et qui, à l'heure actuelle, ne bénéficient d'aucune protection internationale.

Concernant les incidences de la crise économique, l'OIM révèle que le nombre des migrants internationaux est resté stable à cause, notamment, du taux élevé du chômage qui a freiné relativement le retour des migrants vers leurs pays d'origine. De ce fait, les transferts de fonds de ces migrants ont reculé de 6% en 2009.

Enfin, le rapport recommande la mise en place de politiques adaptées et la mobilisation de ressources appropriées pour une bonne gestion des migrations, pour faire face aux enjeux suscités par ce phénomène mondial.



Rapport sur le développement humain 2010 : la vraie richesse des nations, les chemins du développement humain

Programme des Nations Unies pour le Développement

New York : PNUD, 2010 – 88 p.

Source : PNUD,

http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2010_FR_Complete.pdf

Tags : Société | Développement humain | Maroc

Le rapport du PNUD sur le développement humain fête son 20^{ème} anniversaire. En effet, le premier rapport de l'institution onusienne a été publié en 1990, introduisant pour la première fois une approche multi-indicateurs en rupture avec les approches classiques qui faisaient du revenu par habitant le principal critère en matière de mesure du développement des nations.

Le rapport fait le bilan de deux décennies de mesure de développement humain et de l'évolution de ce concept dans le temps. Il introduit trois nouveaux indices : premièrement, un indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI), qui pondère les valeurs de l'IDH national en fonction du degré d'inégalités constatées en termes de santé, de niveaux de scolarisation et de répartition des revenus. Deuxièmement, un indice d'inégalités de genre (IIG) qui tient compte du déficit dû aux disparités de genre dans trois dimensions, à savoir, la santé de la mère, l'autonomie des femmes et le taux d'activité sur le marché de l'emploi. Troisièmement, un indice de pauvreté

multidimensionnelle (IPM) qui identifie les déprivations existant dans les dimensions que sont la santé, la scolarisation et les conditions de vie.

Concernant l'IDH, le Maroc figure parmi les 10 pays ayant fait, en deux décennies, les progrès les plus notoires. Les neuf premiers de la liste sont : Oman, Chine, Népal, Indonésie, Arabie saoudite, RDP Lao, Tunisie, Corée du Sud, Algérie.



En tête du classement mondial figurent, respectivement, la Norvège, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis, l'Irlande, le Lichtenstein, les Pays-Bas, le Canada, la Suède et l'Allemagne.

S'agissant du classement mondial par IDH, le Maroc est passé de la 130^{ème} à la 114^{ème} place. Cette progression est la conséquence des politiques sociales mises en œuvre par le Royaume et leur renforcement depuis le lancement de l'Initiative Nationale de Développement Humain. Le rapport indique que l'espérance de vie au Maroc a augmenté au cours des deux dernières décennies de 20 ans, pour s'établir à 72 ans.

The Legatum Prosperity Index Report

Legatum Institute

Londres : Legatum Institute, 2010 – 95 p.

Source : Legatum Institute

<http://www.prosperity.com/downloads/2010ProsperityIndexFullReport.pdf>

Tags : Société | Prospérité | Richesse | Maroc

Le présent rapport évalue le niveau de la richesse et du bien-être au niveau mondial, au titre de l'indice de prospérité Legatum. Cet indice, qui couvre 110 pays du monde, est basé sur 89 variables différentes, ventilé en 8 sous-indices qui représentent les aspects fondamentaux de prospérité, à savoir la croissance économique, le niveau de stabilité politique, la qualité de l'éducation, la santé, la sécurité, la liberté et la solidarité.

D'après cet indice, la Norvège vient en tête du classement, suivie du Danemark, de la Finlande, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Suède, du Canada, de la Suisse, des Pays-Bas et des Etats-Unis. En bas du classement, arrivent la République Centrale d'Afrique, le Pakistan et enfin le Zimbabwe.



Le Maroc figure au 62^{ème} rang du classement mondial selon cet indice et à la 6^{ème} place au niveau de la Région MENA devancé par les Emirats Arabes Unis (30^{ème}), le Koweït (31^{ème}), la Tunisie (48^{ème}) et l'Arabie Saoudite (49^{ème}).

En termes de cohésion et de confiance sociale, le Royaume se situe à la 13^{ème} position. Concernant l'économie, le Maroc occupe la 35^{ème} position, grâce à ses perspectives de croissance favorables et à la solidité de ses indicateurs macro-économiques (taux d'inflation faible, taux d'épargne intérieure supérieur à la

moyenne)

Pour ce qui est des autres critères, le Maroc se classe 63^{ème} en matière de gouvernance, 68^{ème} pour l'efficacité administrative, 69^{ème} pour la sécurité, 70^{ème} pour la santé et 93^{ème} pour l'éducation.

Compétitivité du monde arabe 2010

Margareta DRZENIEK HANOUIZ ; Sofiane KHATIB

Genève : World Economic Forum, 2010 – 64 p.

Source : WEF,

https://www.allianz.com/static-resources/en/economic_research/images_english/pdf_downloads/specials/agwr_eng.pdf

Tags : Economie | Société | Compétitivité | Pays arabes

Selon le présent rapport, la crise économique et financière mondiale aurait accentué l'écart entre les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) et les autres Etats du monde arabe en termes de compétitivité. Au niveau du classement mondial de compétitivité, parmi 139 économies mondiales, le Qatar, l'Arabie Saoudite et le Koweït se classent respectivement 17^{ème}, 21^{ème} et 35^{ème}, dépassant les autres économies du même niveau de développement.

En relation avec le classement par critères, grâce à la structure diversifiée de leur économie, les Emirats Arabes Unis restent l'unique pays de la région qui aurait atteint un niveau de développement avancé en termes d'innovation et occupent de ce fait le 25^{ème} rang au niveau mondial. Concernant les économies « basées sur les fondamentaux », considérées comme un stade de développement moins élevé, le Koweït se place deuxième. Pour ce qui est du Maroc, à économie « basée sur l'efficacité », il est 75^{ème} dans le classement mondial dépassant ainsi l'Egypte (81^{ème}), l'Algérie (86^{ème}) et la Libye (100^{ème}).



Par ailleurs, d'après le rapport, la compétitivité des pays arabes est soutenue par des facteurs positifs, notamment, la solidité et la transparence des institutions, la stabilité macro-économique ainsi que la sophistication des activités commerciales. Cependant, ces Etats sont appelés à déployer des efforts supplémentaires afin d'améliorer l'efficacité de leur marché du travail, de renforcer le développement et la stabilité de leurs marchés financiers et d'accélérer la réforme de leurs systèmes éducatifs.

Les pays du CCG ont pu atteindre des niveaux avancés sur le plan des institutions, des infrastructures, ainsi qu'en matière d'éducation, d'efficacité du marché de biens, du travail, des marchés financiers. L'Afrique du Nord a été, pour sa part, mieux appréciée pour ce qui est des infrastructures, de la stabilité macro-économique, de la taille de marché et de l'innovation.

En général, les pays arabes ont intensifié leurs efforts afin de promouvoir leur compétitivité. Les efforts consentis ont contribué à l'amélioration de plusieurs secteurs clés comme la santé, l'éducation primaire et supérieure ainsi que le développement technologique.

••••• ENVIRONNEMENT •••••

Biodiversity Scenarios : Projections of 21st Century Change in Biodiversity and Associated Ecosystem Services

Secretariat of the Convention on Biological Diversity

Montréal : SCBD, 2010, 134 p.

Source : SCBD,

www.cbd.int/doc/publications/cbd-ts-50-en.pdf

Tags : Environnement | Biodiversité | Scénarios

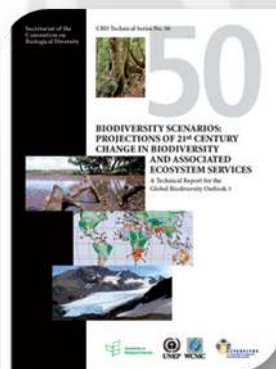
La présente étude synthétise les plus récentes projections et scénarios réalisés au sujet de la biodiversité terrestre, d'eau douce et marine dans l'optique d'identifier les évolutions possibles de la biodiversité mondiale durant le siècle en cours. Ces scénarios concernent principalement cinq défis futurs auxquels la biodiversité mondiale devrait faire face, à savoir : le changement climatique, l'exploitation excessive des ressources naturelles, la dégradation/destruction des habitats naturels, l'évolution des ressources alimentaires présentes dans les écosystèmes et les échanges entre les espèces.

Les principales projections réalisées prévoient des altérations de la biodiversité terrestre deux fois plus importantes durant le 21^{ème} siècle que lors du siècle précédent. Les experts s'accordent sur le fait que le continent africain reste le plus vulnérable et que les espèces les plus menacées varient d'une zone géographique à une autre (zones tropicales à cause de la déforestation, régions tempérées du fait du réchauffement climatique, ...). La majorité des modèles de projection actuels envisagent, pour les cinquante prochaines années, la diminution

de l'abondance des espèces terrestres d'environ 9 % à 17 %, la réduction significative de la superficie des habitats naturels à cause de la déforestation, de l'extension des surfaces cultivées et des conséquences du changement climatique ainsi que les déplacements plus ou moins massifs d'espèces animales et végétales.

Les prévisions relatives à la biodiversité mondiale en eau douce projettent de baisser de 15 % par rapport à son niveau actuel à l'horizon 2100. Plusieurs espèces sont également menacées par la dégradation de leur espace naturel, à cause notamment de pollutions occasionnées par les activités industrielles et agricoles.

La biodiversité marine ne sera pas épargnée dans la mesure où même si les stocks disponibles en produits marins sont en diminution continue, face à une consommation mondiale qui ne cesse de croître. Cette situation impacterait inévitablement, outre la biodiversité, l'alimentation et le marché de l'emploi qui en dépendent.



World Energy Outlook 2010

Agence Internationale de l'Énergie (AIE)

Paris : AIE, 2010

Source : AIE,

<http://www.iea.org/weo/index.asp>

Tags : Environnement | Énergie | Perspectives | Scénarios

Dans son nouveau rapport sur les perspectives mondiales de l'énergie à l'horizon 2035, l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) a mis en relief la place importante que les économies émergentes, notamment la Chine et l'Inde, occuperaient sur le plan énergétique à l'échelle mondiale

D'après les données du rapport, la Chine, premier consommateur d'énergie en 2009 et premier producteur mondial d'électricité éolienne et solaire, sera à l'origine de 36% de la croissance nette de la demande de pétrole d'ici 2035. De même, ses besoins énergétiques augmenteraient de 75% entre 2008 et 2035 contrairement à la demande des pays de l'OCDE qui baisserait de 6 millions de barils par jour.

Le rapport a fait état de trois scénarios énergétiques à l'horizon 2035 ; scénario « *Politiques actuelles* », scénario « *Nouvelles politiques* » et le scénario « 450 ».

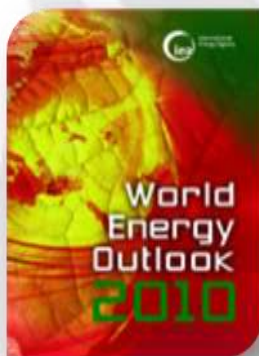
Le premier scénario, dit « Politiques actuelles » ou scénario de référence, indiquent que les politiques en vigueur courant 2010 resteront inchangées, c'est-à-dire que les engagements récents ne seront pas mis en œuvre. Selon ce scénario, en 2035, la consommation d'énergie primaire augmenterait de 84%. Par ailleurs, les réserves mondiales prouvées des combustibles fossiles seraient de l'ordre de 77 années (consommation actuelle : 49 années pour le pétrole, 60 années pour le gaz naturel et 124 années pour le charbon).

Le second scénario prend en compte les engagements politiques généraux et les plans

d'action annoncés par les pays du monde entier, notamment les engagements nationaux de réduction des émissions de CO₂ et les programmes d'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles. Selon les prévisions ce scénario, la hausse de la demande d'énergie primaire (charbon, pétrole, gaz naturel) est à mettre à l'actif des pays non membres de l'OCDE, à hauteur de 93%, en lien avec la croissance rapide de leurs économies. Dans cette perspective, la consommation de pétrole est estimée à 99 millions de barils par jour d'ici 2035 tandis que le prix du pétrole passerait de 60,4 dollars en 2009 à 110 dollars en 2020 et à 135 dollars en 2035.

Le scénario « 450 » aboutit à une hausse de la température mondiale de 2°C. Il a pour objectif la limitation de la concentration de gaz à

effet de serre dans l'atmosphère à environ 450 parties par million d'équivalent CO₂ (ppm d'éq. CO₂). Toutefois, en conséquence à la crise économique, aux politiques de réduction des émissions de CO₂ mises en œuvre ainsi que dans une optique d'efficacité énergétique, les besoins mondiaux en énergies primaires devraient augmenter à un rythme moins rapide qu'auparavant (0,7% par an). La production d'énergies renouvelables représentant plus de 45% de la production totale d'électricité en 2035. L'énergie éolienne atteindrait presque 13%, tandis que le solaire photovoltaïque et à concentration combinés, dépasserait 6 %.



Indice du risque terroriste

Maplecroft

Paris : Maplecroft, 2010

Source : Maplecroft,

<http://www.maplecroft.com/about/news/terrorism.html>

Tags : Société | Terrorisme | Maroc

Elaboré annuellement par la société britannique « Maplecroft » spécialisée dans l'étude des risques naturels ou humains, l'indice du risque terroriste (TRI) est calculé sur la base du nombre et de l'intensité des attentats ainsi que sur l'histoire du pays en la matière et définit ainsi un classement de 196 pays du monde.

La Somalie, qui occupait en 2009 la 4^{ème} place mondiale des pays les plus menacés par le terrorisme, est passée à la 1^{ère} place du classement en 2010. Ceci est le résultat de l'année sanglante qu'avait connu le pays entre juin 2009 et juin 2010 ; 556 actes terroristes perpétrés sur son territoire qui ont fait environ 1437 victimes. Ces chiffres restent anormaux proportionnellement à sa population.

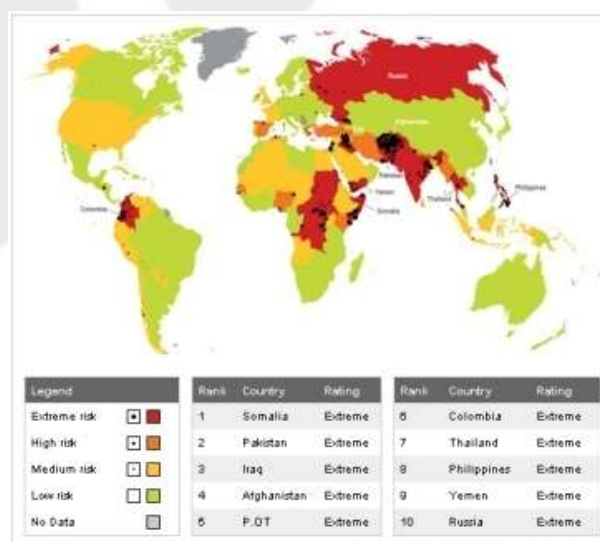
Dans cette catégorie, dite à « *risque extrême* », on retrouve le Pakistan, l'Irak, l'Afghanistan et les Territoires palestiniens, ... Pour la première fois, le Yémen intègre cette catégorie, en occupant la 9^{ème} place, à cause de l'accroissement substantiel du nombre d'attentats enregistrés durant cette année (109).

Concernant les pays à « *risque élevé* », on retrouve des pays comme la Grèce au 24^{ème} rang, qui est actuellement considérée comme le pays européen le plus exposé aux risques terroristes (180 attentats entre 2009

et 2010). Pour sa part, l'Espagne se classe à la 27^{ème} position du fait de la recrudescence de l'activité de la mouvance d'extrême gauche dans le pays.

Sont classés dans la catégorie « *risque moyen* » des pays comme les Etats-Unis qui se classent à la 33^{ème} place devant l'Algérie (36^{ème} rang), la France (44^{ème} rang) et le Royaume-Uni (47^{ème} rang). La France a gardé son classement dans la mesure où les actes terroristes commis sur son territoire par des organisations séparatistes en Corse n'ont pas fait de victimes.

Dans la catégorie des pays à « *risque faible* » le Maroc occupe la 84^{ème} position proche du Canada (67^{ème} place) et de l'Allemagne (70^{ème} place).



Source: WIT9, NCTC (2010) © Maplecroft, 2010

..... INDEX DES TAGS

I

|Maroc..... 5

A

Affaires..... 8

B

Biodiversité..... 10

C

Compétitivité 7

D

Développement humain..... 5

E

Economie.....7, 8, 9

Egalité des sexes..... 9

Énergie 11

Environnement 10, 11

M

Maroc.....6, 8, 12

Migration internationale 4

P

Pays arabes 7

Perspectives 11

Prospérité 6

R

R&D 3

Recherche..... 3

Richesse..... 6

S

Scénarios 10, 11

Science..... 3

Société 3, 4, 5, 6, 7, 9, 12

T

Technologies..... 3

Terrorisme 12